

## **Pour une prise en compte différenciée du changement climatique en Haïti**

**Si le changement climatique n'a pas de frontière et est donc planétaire, force est de constater que ses causes, ses manifestations et les mesures d'urgence à prendre pour y faire face de manière durable, diffèrent d'un pays à l'autre** (pays développés/pays sous-développés). La dépendance de la France par rapport à l'énergie fossile pour les ménages, l'agriculture, l'industrie nécessite des actions de sensibilisation, une vraie pédagogie et un fort dispositif social qui doivent être mis en place par des acteurs publics et de la société civile pour accompagner cette transition.

En **Haïti**, pays le plus appauvri de l'Amérique, le problème est posé d'une toute autre manière. Absente du théâtre de l'industrialisation, ce pays est très peu consommateur d'énergies fossiles. Les dernières recherches du Bureau des Mines et de l'Energie (BME) (2012) montrent que sur les 11 millions d'haïtiens-nes vivant sur le territoire, **8 millions sont privé-e-s d'électricité et la moyenne de la consommation est de 51 kwh par an**. Cependant Haïti possède un très fort potentiel en ressources énergétiques renouvelables locales, comme l'énergie solaire, hydraulique et la Biomasse. Mais le mépris des dirigeant.e.s haïtiens/nes pour les couches sociales les plus vulnérables de la population explique la non mise en valeur de ces ressources et propulse malheureusement la consommation de bois comme source principale d'énergie du pays : 4.3 millions de tonnes de bois abattues chaque année avec une production de 1.3 million de tonnes de charbon de bois ; laquelle production est dédiée à la cuisson alimentaire, au repassage des vêtements et à des petites entreprises. **Ce phénomène de déboisement exacerbé se répercute fortement sur l'environnement** et entraîne des conséquences visibles comme le tarissement des rivières/sources, la perte systématique des terres fertiles, la récurrence et le prolongement des sécheresses, qui engendrent la perte des récoltes et l'infertilité progressive de certaines filières vitales pour l'économie du pays, comme la filière de la mangue. Il importe de souligner que cette filière (*la mangue*) se situe au 3<sup>ème</sup> rang des produits d'exportation d'Haïti et génère 2 milliards de gourdes avec 300 000 emplois saisonniers par an. Ce qui n'est pas négligeable pour un pays aussi pauvre.

A côté de ces éléments factuels et de plus en plus récurrents, il paraît important de rappeler qu'Haïti est situé au carrefour d'un certain nombre d'aléas naturels. S'il n'est pas scientifiquement prouvé que ces phénomènes météorologiques sont l'effet du changement climatique, on doit s'interroger sur leurs recrudescences, sur l'accroissement de leur fréquence et de leurs intensités qui en sont les conséquences palpables. La récente catastrophe **en octobre 2016 du cyclone Matthew a causé des dommages très importants à la population haïtienne de la presqu'île du sud-ouest**. Des pertes innombrables en vies humaines, la destruction des maisons et infrastructures, des bétails, des plantations, etc...

Haïti ne peut pas changer de position géographique ! D'où la nécessité d'adopter des mesures adaptatives, en l'occurrence une réorganisation de l'espace et de notre mode de vie. Des politiques publiques avec un fort accompagnement social pour remplacer l'abattage des arbres, qui pour certaines familles haïtiennes représente un enjeu de survie, doivent être mises en place, dans l'idée de valoriser la potentialité énergétique locale renouvelable et de contribuer à la lutte contre le réchauffement de la planète. Pour y arriver **Haïti doit pouvoir compter sur les initiatives des acteurs locaux et étatiques, mais également sur ses véritables partenaires**.

**Stanley Wood Duckson JOACHIM, étudiant haïtien en M2 Sociologie Lyon 2**

Soirée Energie du 27 novembre 2018 – CEFREPADE - Lyon Haïti Partenariats